

Etude-action
Initiatives de solidarité et respect
des normes

Une commande de l'observatoire
national de la pauvreté et de
l'exclusion sociale

Les associations membres de la plateforme

- ACEPP
- Centres sociaux
- Compagnons Bâtisseurs
- Fédération des P.A.C.T.
- L'Heureux Cyclage
- Récit
- Secours Catholique
- Solidarité Paysans
- V.C.M.

La méthode

Direction Scientifique Eric Verdier LEST

Chaque membre de la plateforme recense dans son réseau les initiatives se heurtant à des obstacles réglementaires

Un choix des initiatives à analyser est fait en commun de façon à représenter les principales questions réglementaires.

L'enquête

- Un questionnaire est adressé à chaque initiative pour comprendre ses buts, les moyens pour les atteindre, et les difficultés d'ordre réglementaire ou législatives.
- Un expert du sujet se rend sur place, fait avec la structure un diagnostic et remet un rapport discuté avec les membres de la plateforme et le conseil scientifique.

Les initiatives impliquées

- Médiation (accueil de SDF) VCM - alimentation
- Crèche parentale de Gourdon repas – alimentation ACEPP
- Centre social de Poitiers – animation au bas des tours
Fédération Centres Sociaux
- Le Cèdre – alimentation Secours Catholique
- Dynamo – intérêt général L' Heureux Cyclage
- Solidarité paysans Pays de la Loire – Ordre des experts
comptables
- Compagnons Bâisseurs Rhône-Alpes – Auto-contruction
- Mécanos du cœur – Auto-réparation de véhicules VCM

Analyses

- Trois types d'attitudes rencontrées
 - L'accommodement : une tolérance administrative en marge de la réglementation
 - Des apprentissages croisés: vers des compromis fondateurs de règles spécifiques ?
 - Des transformations : vers de nouveaux principes législatifs.

Conclusions provisoires

- Une expérimentation prévue dans le programme gouvernemental de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale : une procéduralisation de la norme au plan territorial :

Dans une dizaine de sites les collectivités locales, les services déconcentrés de l'Etat et les initiatives décident en commun l'aménagement des normes qui font problème.

- Un projet de loi sur l'inscription de l'entraide civile dans le code civil est mis à l'instruction.